

Des conflits à toutes les échelles

La ressource en eau se raréfie et la demande s'accroît.

Cette situation peut être source de tensions ou raviver des conflits déjà anciens.

Du local...

- Se partager et gérer collectivement des retenues d'eau ou des canaux d'irrigation, de plusieurs kilomètres de long parfois, peut susciter des dissensions :
 - compétition entre les ayant droits d'amont et ceux d'aval,
 - différends entre deux rives d'un même canal,
 - conflits entre des territoires convertis à des cultures gourmandes en eau (arbres fruitiers par exemple) et ceux où se maintiennent d'anciennes cultures plus économes...
- Ces conflits locaux s'exacerbent lors des pénuries d'eau. Complexes, ils sont généralement arbitrés par des « gardiens de l'eau », tel l'aiguadier en Provence ou l'*amazzal* dans le Haut Atlas marocain, et parfois même par des tribunaux d'irrigants comme à Valence en Espagne.



Il n'y a pas toujours de règles précises de partage des eaux, notamment en cas de pénurie. Tentative de conciliation entre des exploitants et les représentants de l'Etat pour l'ouverture des vannes d'un canal. Tafilalet, Maroc.

...à l'international

- Des conflits se font jour également lorsque deux ou plusieurs pays partagent les ressources d'un même fleuve ou exploitent une même nappe d'eau souterraine. Les cours d'eau transfrontaliers sont fréquents en Méditerranée. Le Nil, qui traverse onze pays est l'un des plus célèbres.
- En l'absence d'un droit international de l'eau, seuls des accords entre les pays peuvent régler ces conflits. L'Égypte a ainsi signé en 1959 un traité avec le Soudan pour le partage des eaux du Nil. Mais, le plus souvent, ces rivalités se règlent par des rapports de force.